



Résumé :

- Israël n'est pas encore officiellement entré en campagne électorale, mais sur le plan politique, la campagne a déjà commencé.
- Le 20 mai, la Knesset a approuvé en lecture préliminaire un projet de loi visant à se dissoudre, les 110 législateurs (sur 120) qui ont participé au vote l'ayant soutenu.
- Le Premier ministre Benjamin Netanyahu était absent, apparemment en raison de consultations sur la sécurité.
- Le vote ne dissout pas encore le Parlement : le projet de loi doit encore passer en commission et faire l'objet de trois lectures supplémentaires.
- Mais c'est le signe le plus clair que la coalition actuelle a atteint la fin de sa vie politique.
- Les élections doivent avoir lieu au plus tard le 27 octobre 2026.
- Ce sera l'occasion pour les électeurs israéliens de sanctionner le gouvernement actuel pour son incapacité à empêcher le massacre du 7 octobre 2023 et pour la politique qu'il a menée depuis lors.

Par Jan Kapusnak

L'élément déclencheur immédiat est le différend de longue date sur le service militaire ultra-orthodoxe, une question qui hante la politique israélienne depuis des décennies. Les partenaires haredi de M. Netanyahu ont perdu patience face à l'échec de l'adoption d'une législation codifiant et étendant les exemptions pour les étudiants de yeshiva. Ce qui était autrefois une crise de coalition récurrente mais gérable est devenu un détonateur électoral. Depuis le 7 octobre 2023, la question est devenue beaucoup plus explosive : des centaines de milliers d'Israéliens ont



La Knesset vote sa dissolution : L'élection du bilan d'Israël

servi sous l'uniforme ou dans les réserves, beaucoup ont été tués, et l'ancien système d'exemption semble de plus en plus indéfendable pour une grande partie de l'opinion publique.

Selon la loi israélienne, la Knesset ne peut se dissoudre qu'en adoptant un projet de loi de dissolution lors des lectures requises, le vote final nécessitant le soutien d'au moins 61 membres de la Knesset. Jusqu'à ce que cela se produise, M. Netanyahu dispose encore d'une marge de manœuvre. Le fait qu'il s'agisse désormais d'un projet de loi soutenu par le gouvernement a également son importance : il permet à la coalition de mieux contrôler le calendrier législatif et la date éventuelle des élections que ne l'aurait fait un projet de loi soutenu par l'opposition.

La question qui se pose aujourd'hui est moins de savoir si Israël votera que de savoir quand. Les élections doivent avoir lieu au plus tard le 27 octobre 2026, mais si le projet de loi de dissolution est adopté, elles pourraient être avancées, éventuellement jusqu'en septembre. La date exacte a une importance politique. Quel que soit le moment où les Israéliens voteront, la campagne se transformera probablement en un référendum sur le 7 octobre, la guerre, la question du projet haredi et le leadership de M. Netanyahu. Une élection anticipée laisserait moins de temps à M. Netanyahu pour remodeler le discours politique ; une élection tardive lui donnerait plusieurs semaines de plus pour se présenter comme le seul dirigeant capable de gérer les guerres d'Israël et la pression internationale.

Les sondages indiquent que les électeurs israéliens souhaitent un changement

L'issue possible est incertaine, mais la tendance n'est pas favorable à la coalition actuelle. Un récent [sondage Maariv](#) a révélé que 55 % des Israéliens préfèrent que M. Netanyahu ne se représente pas et se retire de la vie politique. Selon ce même sondage, le bloc de la coalition ne dispose que de 49 sièges, tandis que l'opposition actuelle, à l'exclusion des partis arabes, atteint 61 sièges. Les sondages ne sont pas des élections et les campagnes israéliennes évoluent souvent rapidement. Mais la coalition droite-religieuse qui avait obtenu la majorité en 2022 ne semble plus assurée de l'obtenir.

Le principal avantage de l'opposition est qu'elle peut présenter l'élection comme un vote de reconstruction nationale. L'ancien premier ministre Naftali Bennett et Yair Lapid ont uni leurs forces au sein de la liste « Ensemble ». Ils se présentent comme une alternative centriste capable d'unir la droite et le centre, les religieux et les laïcs, autour de la réparation des institutions, de l'enrôlement des Haredi et de la



La Knesset vote sa dissolution : L'élection du bilan d'Israël

reconstruction après le 7 octobre. Mais ils doivent encore persuader les électeurs que leur partenariat est plus qu'un arrangement anti-Netanyahou.

Le chemin de Netanyahou est plus étroit, mais il n'est pas fermé. Le Likoud reste une puissante machine politique, son électorat de base reste fidèle et l'opposition est toujours confrontée au défi israélien familier de traduire le sentiment anti-Netanyahou en une majorité gouvernementale cohérente. Même si des élections sont organisées, M. Netanyahou resterait premier ministre pendant la période de transition et pourrait survivre politiquement si ses adversaires ne parvenaient pas à former une coalition stable par la suite.

Le projet d'exemption pour les haredi est devenu une question toxique pour Netanyahou

C'est là que les partis haredi deviennent le paradoxe de la campagne. Leur révolte a contribué à mettre le gouvernement au bord du gouffre, mais ils peuvent encore être essentiels aux espoirs de Netanyahou de revenir au pouvoir. Dans le même temps, la question du projet est devenue beaucoup plus toxique depuis le début de la guerre. Tout futur gouvernement sera confronté à la même contradiction : Israël a besoin de soldats, mais son système politique dépend depuis longtemps de partis dont le pouvoir repose sur la préservation des exemptions et la conversion de l'influence de la coalition en privilèges sectoriels.

La dissolution de la Knesset marque l'effondrement de la formule de coalition post-2022 sous le poids de la guerre, de la colère de l'opinion publique, des assauts contre les institutions démocratiques et de la question non résolue du projet Haredi. Les prochaines élections ne détermineront pas seulement qui formera le prochain gouvernement. Elles permettront de vérifier si la politique israélienne peut passer du mode de survie à la reconstruction.

Pour Netanyahou, la campagne sera une nouvelle lutte pour la survie politique - un schéma familier depuis qu'Israël est entré dans son cycle d'élections répétées en 2019, mais maintenant sous l'ombre beaucoup plus lourde du 7 octobre. Pour l'opposition, c'est une chance de transformer la colère en une majorité gouvernementale. Pour Israël, il s'agit d'une autre élection née d'une crise, mais peut-être aussi du premier véritable test pour savoir si le pays peut construire un nouvel ordre politique après la catastrophe.



La Knesset vote sa dissolution : L'élection du bilan d'Israël

Jan Kapusnak est un analyste politique et un auteur qui contribue régulièrement à www.fokusisrael.ch. Il vit à Tel Aviv.